Le temps des otages...

SOMMAIRE

● La scandaleuse
Spadem

Historique du droit d'auteur, de la Spadem et de son dépôt de bilan

pages 2 et 3

● Une politique
culturelle de Gribouille

Des dangers
et conséquences
de la déconcentration

page 4

● Baux commerciaux :
attention aux amaques

page 6

● Maison des artistes,
nouvelle adresse

page 6

● Epinglages

page 7

● Notre guide

page 8

Les tentatives répétées pour éclaircir le différend concernant l'art contemporain ne font qu'entretenir un faux débat. Compte rendu d'un colloque affligeant, organisé par la Dap, le Monde et France-Culture le 26 avril dernier à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, intitulé « L'art contemporain : ordres et désordres ».

Il est pour le moins navrant que durant toute l'après-midi, l'ensemble des interventions se soient limitées au mieux à de mesquins et dérisoires règlements de compte entre les invités ; et, au pire, par le discours ridicule et invraisemblable tenu par J.P. Domecq concernant la production contemporaine.

En insultant et en dénigrant publiquement, d'une façon particulièrement indécente et exécrationnelle, des artistes tels que Fabrice Hybert et Séchas, J.P. Domecq n'a fait que confirmer que nous étions en présence d'un front aussi stupide que radical. Quelle que soit la qualité de leurs travaux, ces artistes, comme des milliers d'autres, n'ont jamais prétendu imposer ou détenir une quelconque vérité historique concernant l'art, sa production et son devenir, mais simplement émettre des « propositions ».

Comme on me le faisait très justement remarquer, le problème soulevé à travers cette position pour le moins hallucinante n'apparaît en définitive que comme une profonde et intangible haine. Il n'y a là aucune forme réelle de débat esthétique, mais une simple aversion pour la création contemporaine se traduisant par une intolérance exacerbée. On ne peut donc s'empêcher de percevoir dans ce comportement une attitude revancharde, à moins qu'il ne s'agisse en définitive d'un projet sciemment élaboré et destiné à contraindre les artistes à définitivement réintégrer l'idée de l'art comme unique objet, à leur imposer l'Histoire de l'art comme seul référent afin de s'en débarrasser sur le terrain politique, qu'ils savent occuper avec tant de pertinence.

De la même façon, les propos tenus par Jean Clair (notamment dans l'événement du Jeudi au mois de janvier 1997 et dont nous avons publié des extraits dans le n° 4 de l'info Noir/blanc) sont tout simplement infamants pour l'ensemble des artistes qui travaillent et produisent aujourd'hui. Mais plus grave encore, ils servent des élus et des responsables culturels (à Aubusson, à Fresnes),

qui n'hésitent pas sur le terrain, à les faire valoir pour illustrer leurs discours démagogiques et à œuvrer dans la censure. Ils nourrissent par ailleurs la détermination de personnes qui, réunies au sein de Salons de toutes sortes, font parvenir aux autorités des lettres d'exigence aussi réactionnaires que surréalistes, distillant à quelques crédules de fausses informations concernant la réalité de la création contemporaine.

On peut donc légitimement s'étonner du peu de volonté des personnes présentes, pourtant intelligentes et cultivées, de débattre réellement des implications culturelles et politiques de ces prises de positions.

Le Monde et Art Press, à travers les prestations pour le moins légères de Philippe Dagen et de Catherine Millet, se sont fait les complices de ce jeu grotesque durant toute l'après-midi. Sans doute trop préoccupés à conserver leur savant monopole, ils ont consciencieusement ignoré l'existence

Edito

de ce colloque de revues telles que Bloc Note, Document ou Purple Prose, dont on peut toujours contester certaines analyses, mais qui se trouvent de fait particulièrement visées par les attaques incessantes que subit la création contemporaine. Le tout fut donc navrant.

Thierry De Duve aura eu le mérite de nous faire prendre conscience que nous étions effectivement devenus les otages d'un débat tournant au médiocre vaudeville, et manifestement écrit et orchestré par un groupe pour le moins irresponsable utilisant une fausse querelle de styles comme faire-valoir.

Enfin, rassurez-vous, le thème du débat, « L'art contemporain : ordres et désordres », ne sera bientôt plus d'actualité, puisque le projet de loi sur la déconcentration prévoit, comme vous le savez sans doute, de confier le budget de la culture aux bons soins des préfets. Il en sera ainsi fait du désordre ! Mais, bien entendu, personne n'a jugé bon d'aborder ce sujet pourtant aussi important pour le devenir de la création.

J.F.

La scandaleuse Spadem ?

La petite histoire du droit d'auteur, de la propriété littéraire et artistique, celle de la Spadem. Et celle de son dépôt de bilan, qui prête encore à soupçons et polémiques...

La propriété littéraire et artistique. Ce terme englobe un éventail de droits protégeant les intérêts moraux et financiers des auteurs d'œuvres de l'esprit. C'est avec l'apparition de l'imprimerie, donc de la possibilité pratique de la reproduction, que l'on commence à se pencher sur la question, et vers le milieu du XVIII^e siècle, l'écrivain obtient le « privilège d'auteur ».

Dès la Révolution de 1789, avec la suppression des privilèges arbitrairement donnés, la voie est ouverte aux droits d'auteur dont bénéficient tous les créateurs, en dehors de tout jugement d'ordre esthétique, moral ou politique avec la loi du 19 janvier 1791 (on peut mesurer aujourd'hui à quel point certains sont rétrogrades dans leur condamnation de l'art contemporain pour des motifs de cet ordre!).

Mais comment protéger efficacement les œuvres ?

Les systèmes et techniques de reproduction se développent très rapidement, notamment dans le textile avec la levée de la prohibition d'impression sur étoffes en 1759, l'avènement des presses mécaniques sur papier et à la fin du XIX^e siècle, l'apparition de la photographie. Plus tard ce seront les modes modernes de diffusion : radio, cinéma, télévision, vidéo...

L'enjeu est international. Malgré les bonnes volontés, l'harmonisation des conventions internationales reste plus que délicate : le droit à la française

pour la « propriété littéraire et artistique » n'a rien à voir avec le copyright anglo-saxon qui lui-même est loin de ressembler au *urheberrecht* allemand ou au *diritto di autore* italien.

La loi française

La loi du 11 mars 1957 donne une importance extrême à la protection des intérêts pécuniaires et moraux des auteurs : pendant la durée des droits de l'auteur de son vivant et soixante-dix ans après sa mort, celui-ci est investi d'un droit absolu et inaltérable, l'œuvre étant considérée comme la représentation de sa personnalité. Ce droit, typiquement français, englobe :

- le droit moral, droits de divulgation de son œuvre, de retrait ou de repentir, le droit au respect du nom, de la qualité du créateur et de son œuvre. De plus, la loi du 25 février 1956 prévoit d'assurer le respect des œuvres après la mort de l'auteur et même après la chute dans le domaine public (adaptations).
- les droits patrimoniaux, droits de reproduction, de représentation, de suite.

Le copyright anglo-saxon (que certains voudraient voir étendu à toute l'Europe) n'est pas garant des droits moraux, notamment aux Etats-Unis – où il est cessible et toujours vendu – où il n'existe quasiment pas, les œuvres n'étant protégées qu'en fonction de leur valeur monétaire et ne sont nullement considérées comme l'image de la personnalité de l'auteur : c'est un droit mercantile.

La belle histoire

1882 La SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS, créée en 1882, constitue une agence de défense des artistes qui met en place un Salon et dont le but est le recouvrement des droits d'auteur et le traitement des affaires litigieuses avec les éditeurs et les amateurs d'art.

1890 La société se scinde en deux et naît la SOCIÉTÉ NATIONALE, mais Tony Robert Fleury fonde alors en 1896 le SYNDICAT DE LA PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE fonctionnant avec deux agences : une pour le recouvrement des droits d'auteur, l'autre pour les affaires litigieuses.

1909 La SOCIÉTÉ DES ARTISTES FRANÇAIS connaît des difficultés et le syndicat s'en sépare.

1910 LE DROIT D'AUTEUR AUX ARTISTES est créé par Franz Jourdain, président du SALON D'AUTOMNE, que vient rejoindre LE SALON DES INDÉPENDANTS, pour la défense du droit de suite et sa perception.

1922 Jeanne Lanvin fonde L'ASSOCIATION POUR LA DÉFENSE DES ARTS PLASTIQUES ET APPLIQUÉS.

1934 Le contrôle et la perception des droits d'auteur sont alors partagés entre cinq grandes sociétés qui se nuisent mutuellement, en 1934, elles sont enfin gérées par une seule entité : le SPA.

Après-guerre

ces groupes décident de se confédérer pour créer une nouvelle association : la Spadem, Société de la propriété artistique et des dessins et modèles. Cette fusion permet une efficacité accrue et l'obtention de très nombreux cas de jurisprudence.

2

Revue de presse...

Chiffres

Le montant des acquisitions du Fnac en 1995 (12,35 MF) n'avait pas été aussi bas depuis 1985.

La commande publique, qui avait bénéficié en 1985 d'un grand coup d'accélérateur (elle était passée en un an de 9 à 24 MF), s'était maintenue à ce niveau élevé jusqu'en 1993. Depuis, et jusqu'en 1996, elle se stabilise autour de 21 MF (21,8 en 1996). **Même constat morose pour les 22 centres d'art contemporains, dont les subventions de fonctionnement de l'Etat, après**

trois années fastes, retrouvent leur niveau de 1993, soit un peu moins de 12 MF [...] Le chiffre d'affaires des galeries d'art est descendu de 3,55 milliards de francs en 1992 à 2,55 en 1994 (NDLR : sans doute 2 milliards de francs en 1996). *Policultures – mars 1997*

Chiffres bis, à comparer

Le ministre se veut rassurant : « En 1994, les subventions allouées aux 25 centres d'art étaient de 16,8 millions de francs pour l'Etat et 20,8 pour les collectivités locales. En

1996 les aides publiques sont de 18,9 MF pour l'Etat et 24,7 pour les collectivités locales. Il est nécessaire de préciser que la plupart des centres d'art, **en dépit d'un budget parfois serré, ont une situation financière équilibrée.** » *Libération – 29 mars 1997*

Chiffre et gagne : vente aux enchères

Pour l'acheteur résident français, achat à Paris : 10,854 % (9 % + TVA) honoraires légaux de vente, + 1,5 % à partir de 1998 **pour financer**

l'indemnisation des commissaires-priseurs.

Les Echos – 28/29 mars 1997

Chiffre et perd : la peinture

Le bilan en 1996 de la chambre nationale des commissaires-priseurs atteste d'**une progression de 6,3% des ventes, qui ont atteint 8,6 milliards de francs.** L'art africain, le mobilier ou la bibliophilie sont sortis du marasme, les transactions sur les tableaux restent à la traîne. *Le Monde – 6 avril 1997*

Feue Spadem

Que l'on regrette, ou non, la disparition de la Spadem, on peut légitimement s'inquiéter du devenir des affaires en cours et de la défense du droit d'auteur. Désormais aux seules mains de l'ADAGP.

La Spadem, société des auteurs des arts visuels, est morte l'année dernière. Son dépôt de bilan est resté très confidentiel, nombre d'artistes ne sont toujours pas au courant. La disparition d'une société de droits d'auteur aussi mémorable nous semble être un événement gravissime qui s'ajoute aux difficultés de tout genre qui pèsent aujourd'hui sur les créateurs.

Le dépôt de bilan de la Spadem est un acte inquiétant : préfigure-t-il la Berezina de la défense des droits des artistes, notamment le droit moral et le droit de suite si fragiles et bafoués de façon permanente ? Il n'est pas nouveau que les sociétés civiles de ce type connaissent des difficultés financières, néanmoins le « cas Spadem » est nouveau dans le genre.

En 1995, un groupe de contestataires (animé par des artistes et des ayants-droit) demandent la révocation de la gérante pour incompétence et la désignation d'un audit. La gérante et le conseil d'administration ajournent l'assemblée du 8 juin jugée trop houleuse. En date du 17 juillet, le ministre de la Culture « suscite la nomination d'un expert judiciaire avec mission d'analyser la situation financière de la Spadem, en particulier ses frais de fonctionnement, de gestion, et d'investissement ».

Les sociétés civiles de gestion des droits d'auteur ne peuvent guère être contrôlées par la Cour des comptes. La gérante rétorque, en date du 11 septembre 1995, qu'elle ne reconnaît aucune existence à ce groupe et que les difficultés financières sont dues au manque à gagner résultant de la non-application du droit de suite et à la

récession du marché de l'art. Madame Dauvergne oublie quelques « détails ». Le Parvi, par exemple, SARL sise au 20, rue Saint-Nicolas (en face de la Spadem), censée proposer des services et des locaux d'exception aux acteurs du monde artistique, présenté comme un « placement », aurait coûté à la Spadem la bagatelle de 10,5 MF (6,5 MF plus 4 MF de travaux de rénovation et agencement) ...

Le rôle du ministère de la Culture ne nous paraît pas très clair non plus ; la partie de ping-pong entre notre ministre de tutelle et la gérante n'a peut-être pas été retransmise dans son intégralité. D'une part, le ministère donne l'impression de soutenir les artistes en préconisant un contrôle de la gestion des comptes de la société, d'autre part l'Etat refuse le contrôle des sociétés de gestion des droits d'auteur par la Cour des comptes (cf. *l'Info Noir/blanc* n° 2) et l'application de la loi sur le droit de suite et se voit condamné par le Conseil d'Etat !

Les artistes se retrouvent acculés dans des impasses, ils n'ont guère le choix : ou bien l'affiliation à l'ADAGP, qui est maintenant en position de quasi-monopole, mais se porte-t-elle vraiment bien ? Ou bien accepter de rester isolés sans protection efficace. Encore une fois l'opacité est de bon ton.

Le ministère a regardé la Spadem disparaître sans état d'âme, son intérêt n'est-il pas que le droit de monstration ne soit jamais appliqué (notamment en ce qui concerne les musées nationaux) ?

Il nous semble que la Spadem a disparu pour deux raisons principales : une gestion discutable et opaque, et le fait que la Spadem était vraiment trop gênante (elle représentait le fer de lance du

combat pour la défense des artistes). A ce propos, rappelons quelques actions de la Spadem :

- défense du droit de suite (condamnation de l'Etat par le Conseil d'Etat le 9 avril 1993), l'ADAGP y est opposée
- défense du droit de monstration, l'Etat y est hostile
- défense du droit de reproduction sur les catalogues de vente des commissaires-priseurs : hostilité de la chambre nationale des commissaires-priseurs, et refus des maisons de vente anglaises
- défense du droit de suite pour les héritiers n'ayant pas de lien de sang
- défense du droit de reproduction et du droit de représentation des œuvres dans les émissions de télévision
- ainsi que tous les succès remportés devant les tribunaux, qui font maintenant jurisprudence.

Nous ne pouvons que regretter qu'un si bel outil ait été confié dans des mains si contestables.

Infos :

La décision de liquidation du tribunal a été prononcée en mai 1996.

Le liquidateur affirme que les artistes ayant des contentieux en cours, c'est-à-dire des créanciers, ont été informés sur la foi du listing remis par le comptable de la Spadem. Qu'advient-il des autres artistes ?

Que les ex-artistes affiliés soient rassurés : en tant que sociétaires et non-associés, leur responsabilité n'est pas engagée, la gérante seule est responsable.

Nous conseillons donc aux artistes de se faire connaître, car l'affaire n'est pas terminée : que deviennent les droits non perçus de cette dernière année et que peut-on faire à l'avenir ? Ce genre d'interrogation mérite que les artistes se rencontrent pour débattre ensemble des difficultés et de leurs devenir pour ne plus laisser quiconque décider de leur propre sort.

Tania Caggini-Fournau

3

Qui gagne combien ?

Conservateur du patrimoine

Début de carrière : 134 000,364 F.
Fin de carrière : entre 322 000,357 et 442 000,689 F brut/an.

Inspecteur de la création artistique et des enseignements artistiques

Début : 127 000,045 F.
Fin de carrière : entre 352 000,612 et 357 000,862 F brut/an.

Techniciens d'art (fonctionnaire)

Début : 98 000,996 F.
Fin de carrière : 164 000,102 F et 177 000,042 F brut/an.

Postes à pourvoir : rêves et réalités

8 770 professeurs d'arts plastiques enseignent en collèges et lycées d'enseignement général publics ; 1 664 dans des établissements privés catholiques sous contrat ; 1 890 professeurs d'arts appliqués exercent en lycée professionnel ; 610 autres en lycée technique.

Au Capes d'arts plastiques, 1 746 candidats présents, 237 admis, 290 postes mis au concours.

A l'agrégation d'arts plastiques 744 candidats présents, 123 admis, 138 postes mis au concours. La

Ville de Paris possède 216 professeurs spécialisés en art pour ses écoles primaires et maternelles. Les écoles nationales d'art comptent 160 professeurs d'art.

Muséart - mai 1997

Les Français aiment la culture

En 1996, les musées nationaux ont enregistré 13,2 millions d'entrées ; 100 000 visiteurs ont parcouru la FIAC, 90 000 la Biennale des antiquaires.

Muséart - mai 1997

1 % culturel

(A propos du 1 % culturel), M. Pierre Laffitte attire l'attention de M. le ministre de la Culture [...] **Il lui demande s'il peut prendre les mesures nécessaires afin que cette disposition soit appliquée de façon systématique, ce qui ne semble pas être le cas.**

Compte rendu du Sénat - 24 avril 1997

Artistes institutionnels

« Les résidences, qu'on le veuille ou non, sont une réponse institutionnelle

Une politique culturelle de Gribouille

La culture sera résolument déconcentrée et politisée : nouveau jeu de rôle pour les artistes !

Comme on pouvait le craindre, une suite positive a été donnée au Rapport Rigaud. Un comité interministériel des affaires culturelles sera créé et sera relayé au niveau régional par « des conférences régionales de la Culture » réunies autour du préfet de région et du président du conseil régional. Un fonds interministériel d'innovation culturelle sera doté de 50 millions de francs, par « redéploiement des crédits du ministère de la culture » jusqu'à hauteur de 50% et complété par les autres ministères concernés. Sans qu'on puisse deviner de quelle ligne budgétaire déjà exsangue sera soutirée cette dotation, c'est le premier pas vers la dilution du budget du ministère de la Culture, et la disparition annoncée du ministère lui-même. Notre prochain ministre ne sera qu'un secrétaire d'Etat, rattaché au Premier ministre et soumis aux volontés des autres ministères (principalement ceux de l'Education nationale et de l'Intérieur).

Quand l'Etat réforme...

La réforme de l'Etat, ou déconcentration, autre cheval de bataille du gouvernement, dessine le deuxième acte et rend obscur et contradictoire le nœud de l'action. Le budget du ministère sera voté globalement et déconcentré, c'est-à-dire dévolu aux préfets de département. Les conséquences en sont doubles :

- **Au niveau central**, c'est l'occasion rêvée de vider le ministère de son personnel et de donner un coup de pouce à la politique de diminution des fonctionnaires. C'est également la disparition des services du Fiacre. Les artistes français, auxquels on reproche déjà d'être trop étroitement nationaux, deviendront départementaux.
- **Au niveau local**, le préfet de département se retrouve à la tête d'une enveloppe globale à redistri-

buer entre tous les acteurs de la culture. Une redistribution hautement périlleuse puisqu'il ne possède aucune structure qualifiée pour le conseiller et gérer cette manne du pauvre. Sans évoquer la situation grotesque où le ministre-maire d'une grande ville est soumis à l'autorité du préfet, lui-même soumis à l'autorité du même ministre, on ne peut que présumer de la pression des élus locaux en faveur d'une politique culturelle molle et abâtardie. Est-il utile de rappeler les prises de position du préfet de Toulon, ou la lettre exemplaire du député Jean Auclair contre l'art contemporain et le ministère (l'Info Noir/blanc n° 5) ? La culture sera départementale et politisée. Devant le cri d'alarme lancé par le Caap, repris par la presse (*Libération* du 24 avril, *le Journal des arts* du 2 mai, *le Monde* à paraître le 26 mai), et la campagne électorale aidant, les positions du ministère deviennent plus floues.

Une intense et pénible réflexion a enfin mis au jour la contradiction la plus flagrante : la déconcentration aux départements des budgets qui devront finalement être gérés au niveau régional par les Drac, était au mieux une politique de Gribouille, au pire l'annonce précipitée de la mort du ministère de la culture et de ses structures. Il n'en reste pas moins que le niveau régional peut aussi être le lieu de dérives partisans, tel que l'a illustré Giscard d'Estaing en sa région en nommant autoritairement le directeur du Frac.

Répetons-le : face aux coups incessants d'élus, qui préfèrent une culture au service de leur carrière, seule une politique culturelle forte, volontariste et autonome peut assumer les risques et les incertitudes de la création vivante. En contrepartie, il est nécessaire d'insuffler une nouvelle politique en direction des publics, de repenser le sens de la

médiation et de la pédagogie afin d'assurer au plus grand nombre des accès diversifiés à la culture.

Dictature du marché et confusions

Aucun signe, bien au contraire, n'indique que cette nécessité ait été prise en compte. Le « moins d'Etat » et la dissolution des budgets s'accompagnent d'une foi inébranlable dans le marché comme régulateur de la politique culturelle. Pour preuve, les propos de M. Toubon défendant sa loi sur les commissaires-priseurs et assenant que l'indemnisation de ces derniers pour la perte de leur monopole ne peut être contestée : « Rien ne serait pire que d'opposer les « riches » commissaires-priseurs aux « pauvres » contribuables ou aux « pauvres » marchands. (...) Avec ce type de raisonnement, il n'y a plus de politique culturelle, plus d'art... » (*Journal des arts*, 2 mai, p. 26).

Les artistes apprécieront : les commissaires-priseurs sont devenus des créateurs et ils déterminent la politique culturelle ! Les chiffres sont également éloquentes : 2 milliards de francs pour l'indemnisation de ces « artistes du marché », ponctionnés sur le contribuable et complétés par une taxe sur les ventes*, à comparer aux 15 milliards de francs du budget du ministère de la Culture. Ils parlent encore plus lorsqu'on remarque qu'en contrepartie des efforts consentis pour percevoir ce pactole, les commissaires-priseurs sont exonérés des droits d'auteur pour les reproductions d'œuvres dans les catalogues de vente depuis la fin mars 1997.

Aucun signe, non plus, n'indique qu'une étude sérieuse et approfondie soit enfin engagée sur le marché de l'art, sur ses coutumes et son opacité, sur sa capacité à gérer les morts et les héritages et son incapacité à défendre la création contemporaine. La confusion est totale entre l'ensemble des intervenants du marché de l'art : commissaires-priseurs, galeries, institutions, critiques et artistes, faut-il le rappeler, ne partagent pas les mêmes responsabilités et ne poursuivent pas les mêmes buts. Tous s'accordent à dénoncer une crise... Mais quelle crise ? Crise de la création, crise politique ou crise du marché ? Il devient urgent de dresser l'inventaire de ces questions et de savoir à qui elles s'adressent.

Antoine Perrot

* La moitié de l'indemnité sera versée à l'application de la loi et le reste durant neuf ans.

4

Revue de presse...

à la crise du marché et souvent l'unique manière pour l'artiste de survivre. **Car même les artistes confirmés doivent désormais compléter leurs ressources avec des heures de cours.**

Alain Cuffe - *Le Monde de l'Education*

Anatomie

Le sculpteur Anthony-Noël Kelly risque trois ans de prison pour « vol et inhumation illégale de cadavres ». A la foire d'art contemporain de Londres en janvier, une visiteuse a reconnu dans un crâne éclaté et argenté pro-

posé pour 4500 livres une personne agée de sa connaissance. [...] **Il doit aujourd'hui s'expliquer sur les ressemblances frappantes entre plusieurs de ses œuvres et diverses personnes défuntes, à commencer par sa grand-mère.**

Le Journal des Arts - 18 avril 1997

Achat

En France, le système est étatique et résulte d'une politique volontariste de soutien décentralisé, à des centres d'art, des fonds d'achats régionaux (FRAC), à des musées ou

même, aux **galeries qui réaliseraient environ 50% de leurs ventes avec l'Etat.**

Libération - 29 mars 1997

Sacrifices

Jusqu'ici **trois lieux ont été sacrifiés aux politiques locales : la Maison d'art Chailloux de Fresnes, le centre Capitou à Fréjus (fermé le 1 mars par le maire François Léotard, il a été vidé jusqu'au dernier clou) et le Channel de Calais.**

Libération - 29 mars 1997

Absence

« J'ai organisé samedi dernier un colloque pour parler de la situation, explique Yves Aupetitallot, le directeur du Magasin (Centre d'art à Grenoble) : mes collègues n'étaient pas là. »

Libération - 29 mars 1997

Affaire de choix

« Moi j'ai dit des choses sur l'art mais il n'y pas moyen de parler avec lucidité des choses. D'ailleurs le

Nous avons interrogé le gouvernement et le Parti socialiste sur les conséquences, pour la culture, de la réforme de l'Etat et de la déconcentration, mises en œuvre actuellement (cf. supplément de *l'Info Noir/blanc* n° 5).

Nous publions, ci-contre, la réponse de M. Jacques Renard, délégué national à la culture du PS, qui est le seul à avoir jugé bon de nous répondre.

En dehors de pointer la contradiction évidente entre les structures existantes au niveau régional et la déconcentration actuelle au profit des départements, M. Jacques Renard n'apporte aucun élément d'appréciation sur la réforme de l'Etat, ni sur la déconcentration en tant que telle. Est-ce que « préserver la spécificité du secteur culturel » signifie préserver le ministère de la Culture ?

PARTI SOCIALISTE
Secrétariat National
à la Culture et aux Médias

Paris, le 9 mai 1997
CAAP
21, rue Rodier
75009 Paris

Madame,

Je vous remercie de m'avoir saisi de vos prises de position relatives à la réforme de l'Etat et à la déconcentration des crédits du Ministère de la Culture.
Permettez moi de vous faire part de mon point de vue à ce sujet.

Le Parti Socialiste est, comme vous le savez, attaché à la préservation du rôle de l'Etat et à la réhabilitation de l'action publique. Il est convaincu en particulier que la culture ne peut être abandonnée aux seules lois du marché. A cet égard il a contesté vigoureusement la baisse, hélas considérable, des crédits du Ministère de la Culture intervenue sans discontinuer depuis quatre ans.
Pour autant, l'Etat doit s'adapter, pour mieux répondre aux mutations économiques et sociales de notre temps et aux besoins de nos concitoyens. La réforme de son fonctionnement et de ses procédures, et l'amélioration du service public sont souhaitables, sur le plan des principes.

Encore faut-il que les réformes décidées soient opportunes, encore faut-il que la déconcentration entreprise soit pertinente.
La gauche au pouvoir a développé la déconcentration des actions

Reproduction

et des crédits du Ministère de la Culture, afin de rapprocher les décisions des services de l'Etat, des attentes des collectives locales et des besoins de nos concitoyens.

Le gouvernement actuel a engagé un nouveau processus de déconcentration, qui aboutit en particulier à confier au préfet de département la responsabilité des crédits, alors que, jusqu'ici la déconcentration engagée dans le domaine culturel s'était faite au niveau des préfets de régions, assistés des directeurs régionaux des affaires culturelles.

Il me paraît indispensable que le Ministère de la Culture puisse faire prévaloir ses vues en la matière dans la concertation interministérielle, et que la spécificité du secteur culturel soit ainsi préservée.

J'ajoute que l'attitude du préfet du Var, à propos du Théâtre National de la Danse et de l'Image de Châteauevallon, que vous pointez à juste titre, est un mauvais coup porté à la politique de déconcentration en général, et n'a pas pu manquer, à juste titre, de troubler et indigner les créateurs et les milieux culturels.
Veuillez accepter, Madame le secrétaire général, l'expression de mes sincères salutations.

Jacques RENARD
Délégué national à la Culture

5

numéro de *Krisis* n'est pas mauvais. A chacun de faire son choix dans cette affaire. »

Baudrillard - Libération - 26 mars 1997

La pierre de rosette

« ... l'art, en tant qu'il est générateur de conscience, je le répète, possède une valeur et une efficacité politiques plus subtiles, plus profondes même, que s'il se contentait d'être le "véhicule" d'un contenu. [...]

Cela me rappelle une remarque d'Abraham Maslow : "Si l'unique outil dont vous disposez est un

marteau, vous aurez tendance à considérer tous les problèmes comme des clous." Dans ce contexte, je ne peux m'empêcher de penser qu'une conception étriquée de l'art entraîne automatiquement une conception étriquée de la politique. »

Joseph Kosuth - Art press - Avril 1997

Le Jeu de paume manque d'assurance

La société d'assurances UAP aurait cessé ses menaces de réduire son soutien (actuellement plus de 5 MF,

soit environ un quart du budget annuel de l'institution). [...]

(Le Jeu de paume a) créé une société d'amis, la Société du Jeu de paume, dont Sidney Picasso assurera la présidence et Lise Toubon, la vice-présidence.

Muséart - Mai 1997

Reproches

Martin Guesnet (directeur de la galerie Karsten Greve) a la dent dure pour les professionnels de l'art contemporain. « On reproche aux artistes français d'aller systématiquement vers la

facilité et la décoration. **Ce que je reproche personnellement aux galeries, c'est leur penchant pour l'assistanat, le fait de vivre non pas du marché, mais des achats des Frac.** L'institution est formidable, mais elle ne doit pas déterminer les goûts et la politique des galeries. »
Muséart - Mai 1997

Art contemporain : débat

[...] les plasticiens étaient venus nombreux, mais en ordre dispersé, contestant de fait la bipolarisation

Maison des
artistes,
nouvelle adresse

Pour contacter la
Maison des artistes,
adressez-vous
désormais au :

90, avenue de Flandre
75019 Paris

Tél. : 01 53 35 83 63
Fax : 01 53 35 83 64

Les différents services :

service affiliation,
service diffuseurs :
7^e étage

Service maintien
d'affiliation :
8^e étage

Direction, secrétariat,
agence comptable :
9^e étage

Métros :
Riquet, Crimée,
Stalingrad, Jaurès

Baux commerciaux : attention aux arnaques

L'un de nos adhérents a reçu la lettre ci-dessous de l'organisme gérant son atelier. Il s'agit bien évidemment d'une arnaque. Les artistes admis à la Maison des artistes peuvent en effet bénéficier de baux commerciaux.

De l'agence immobilière XXXX

Madame, Monsieur,

À la reprise de votre dossier, nous constatons qu'il vous a été établi un bail commercial. Or l'activité autorisée n'est pas commerciale (artistique).

En conséquence, nous saisissons cette opportunité afin de régulariser votre situation locative. Etant donné ce qui précède, vous trouverez deux exemplaires régi par le Code Civil et l'article 57 de la loi Méhaignerie inséré par la loi du 6 juillet 1989, que vous voudrez bien nous retourner dûment paraphé, daté, signé après avoir reporté la mention « lu et approuvé ».

Dé ce fait, chaque année, votre avis d'échéance d'avril fera apparaître l'augmentation en rappel sur le mois de mars, sans qu'il soit besoin de vous en aviser par lettre, ni par un avenant modificatif.

Nous vous joignons également la facture de nos honoraires. [...]

De l'agence immobilière XXXX

Facture

Rédaction bail à usage exclusivement
professionnel régi par le Code Civil, par
l'article 57 A de la loi du
23/12/1986 modifiée 89

Honoraires	4 349,79
TVA à 20,60 %	896,05

Total	5245,84
-------	---------

Valeur en votre aimable règlement

Reproduction

Loi du 5/01/1988 (JO du 6 janvier 1988) vous permet, le cas échéant, de faire valoir vos droits.

Le bénéfice du bail commercial est accordé :

« Au baux des locaux consentis à des artistes admis à cotiser à la caisse de Sécurité sociale de la Maison des artistes et reconnus auteurs d'œuvres graphiques et plastiques, tels que définis par l'article 71 de l'annexe 3 du code général des impôts. »

6

Revue de presse...

GUIDE DES ASSOCIATIONS

Le Comité des artistes-auteurs plasticiens souhaite éditer un guide des associations intervenant dans le domaine des arts plastiques.

Pour y figurer ou bien nous signaler des associations de votre connaissance (associations organisant des expositions ou des manifestations, organisations professionnelles, associations gérant des ateliers ou des lieux d'exposition, association de promotion des arts plastiques, associations de collectionneurs...), n'hésitez pas à nous contacter au 01 42 81 14 29 (Tél. / Fax) ou à écrire au 21, rue Rodier - 75009 Paris.

d'un débat qu'ils souhaitent multipolaire, à l'image de leurs pratiques [...]

Du solitaire Jean-Pierre Raynaud (« Je n'attends rien de la société »), refusant de « mélanger des choses qui n'ont rien à voir » [...] à **Jochen Gerz**, stigmatisant « ceux qui veulent des chefs-d'œuvre d'art contemporain qui ressemblent à ceux d'antan » et **interrogeant ironiquement** : « A la fin de ce siècle, est-ce qu'on va enfin sauter dans le XIX^e ? »

Le Monde - 29 avril 1997

Art contemporain : terrorisme

« Il serait temps que ceux qui osent se nommer artistes, alors qu'ils ne sont que des histrions, laissent aux fabricants de lessive ou d'automobiles la chasse publicitaire au « nouveau ». Il serait temps de rappeler que le domaine de l'art n'est pas celui de la recherche, mais de l'expression. [...] Avant que ne meure l'art européen. »

Jean-Claude Janet - Au courrier du Monde - 1^{er} mai 1997

Epinglages

DE L'ART ET DE LA MANIÈRE DE JOUER DES CONCEPTS ET DES NOMINATIONS

Comment ! Vous n'avez pas entendu parler des « arts premiers » ?

Voyons, c'est très simple : qui dit « art premier » dit « art primitif » – et n'allez pas tergiverser en discutant sur la qualité de primitif. Les arts océaniques, les arts africains, les arts ibériques, les Taïnos sont tous des arts premiers... c'est simple, non ! Il n'y a pas de quoi faire un débat national. Un débat, non ! un musée, oui, dit le chef de l'Etat. Même qu'il aspire à ce que ce soit son grand œuvre culturel.

Eu égard à ses compétences, la mission de préfiguration d'une telle institution aurait du normalement échoir à Jean-Hubert Martin, le directeur du musée national des arts d'Afrique et d'Océanie. Point du tout, c'est à Germain Viatte, le directeur du musée national d'Art moderne, qu'elle est revenue. En matière d'art primitif ou premier, le chef de l'Etat tient en Jacques Kerchache l'un de ses mentors favoris. Pourquoi avoir donc nommé Viatte ? C'est que Kerchache mène une guerre sans merci à Martin qu'il a déjà vu d'un mauvais œil prendre en main le musée de la Porte dorée. Mais alors pourquoi Viatte ? C'est que le nouveau président de Beaubourg n'avait guère d'atomes crochus avec lui, dit-on, et qu'administrativement parlant il était à la hauteur d'un tel poste. Bien sûr, il y a belle lurette que l'on joue avec toutes les chaises dans les couloirs du pouvoir mais c'est toujours satisfaisant de s'en faire expliquer la règle.

L'épingleur...

L'info Noir/blanc est réservé aux adhérents du Caap

Membre adhérent

Je souhaite adhérer à l'association et recevoir son mensuel L'info Noir/blanc, je joins donc le règlement de ma cotisation annuelle de 250 francs par chèque.

Membre bienfaiteur

Je souhaite soutenir l'action de l'association et recevoir son mensuel L'info Noir/blanc, je joins donc un chèque d'un montant supérieur à 250 francs.

J'autorise l'association à inscrire mon nom à son comité de soutien.

Je n'autorise pas l'association à inscrire mon nom à son comité de soutien.

Personne morale adhérente

Nous souhaitons adhérer à l'association et recevoir son mensuel L'info Noir/blanc, nous joignons le règlement par chèque de notre cotisation annuelle de 600 francs.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél. :

Pays :

Signature :

Profession :

Adressez vos règlements au Caap - 21, rue Rodier - 75009 Paris - A l'ordre de : Caap - Comité des artistes-auteurs plasticiens

Caap

Comité des artistes-auteurs plasticiens

21, rue Rodier

75009 Paris

Tél./Fax 01 44 53 01 69

Ateliers portes ouvertes (pas toutes)

« Afin de drainer un public de professionnels et non seulement d'amateurs, nous avons désigné un commissaire qui sera chargé de proposer un parcours d'une vingtaine d'ateliers à des collectionneurs privés, des directeurs de centres d'art, des responsables de collections publiques, des critiques d'art... »

Lettre adressée aux artistes du 13^e art et signée par Lise Toubon - Mai 1997

Réaction

« Nous, les artistes soussignés, avons appris par une lettre de Madame Lise Toubon, présidente de l'association Le 13^e Art, que durant les prochaines portes ouvertes une sélection de 20 ateliers sur 250, destinée à une visite spécifique, avait été décidée. Une telle ouverture aux professionnels nous est certes indispensable, mais à tous ! Cette sélection, nous les artistes, nous ne l'avons ni désirée, ni demandée. Les artistes ont ouvert leurs ateliers pour affirmer leur indépendance et leur

diversité, montrer directement leur création au public, souvent pour survivre. Afin de préserver l'esprit démocratique des portes ouvertes – et, aussi, de rendre la liberté de l'amateur aux professionnels ! – nous nous élevons contre cette décision arbitraire. Nous refusons donc de nous soumettre au principe d'une telle sélection pour les portes ouvertes et nous nous proposons d'organiser un 13^e Art OFF pendant la durée du 13^e Art, si cette sélection est maintenue. »
Contact : Michèle Katz.
Tél. / Fax : 01 45 86 45 49.

R(h)umeurs

Il semblerait qu'un tableau de Kieffer a été acquis par les collections nationales pour 1,2 million de francs à une galerie parisienne, le double du prix estimé sur le marché.

A confirmer ou infirmer

Six galeries se sont installées dans le 13^e arr. de Paris à l'initiative de Lise Toubon. Prime d'installation : exonération d'un an de loyer.

NOTRE GUIDE

NDLR : liste non exhaustive.

Allocations d'installation d'atelier

Ces allocations visent à compléter le dispositif d'aide à la réalisation d'ateliers (existants ou en devenir).
Candidatures : 2 fois par an
Contact : la Drac de votre région

Fiacre

Aide à la première exposition
Seules les galeries peuvent la demander, à l'occasion de la première exposition personnelle d'un artiste.
Candidatures : juin
Contact : bureau du Fiacre
27, avenue de l'Opéra
75001 Paris
Tél. : 01 40 15 73 00
Fax : 01 40 15 74 14

Digne-les-Bains

Le temps des li res
Peinture, photo, vidéo...
Candidatures : 15 juillet
Contact : conseil général
Adac
42, boulevard Victor-Hugo
04000 Digne-les-Bains

Douchy-les-Mines

**Le printemps culturel
du Valenciennois**
Art abstrait et figuratif contemporain
Candidatures : 30 juin
Contact : Philippe Dereuder
23, rue Paul-Eluard
59282 Douchy-les-Mines
Tél. : 03 27 43 97 11

Nanterre

Peinture en fête
Huile, acrylique, gouache, aquarelle, pastel, feutres, crayons, encre de chine, fusain ou mine sur toile, papier ou carton.

Artistes amateurs ou professionnels
Candidatures : à partir de juillet
Contact : Nadine Baboin ou Isabelle Jardin, Adac 92, bureau 8-49
Hôtel du département
2/16 Bd Soufflot
92015 Nanterre Cedex
Tél. : 01 47 29 30 31, poste 55 413

Paris

**Aide pour exposer à Paris
Ville de Paris**
Arts plastiques
Commissions : 4 fois par an
Contact : Noëlle Chabert
Direction des affaires culturelles
de la Ville de Paris
Département des arts plastiques
31, rue des Francs-Bourgeois
75004 Paris
Tél. : 01 42 76 66 74

Perpignan

Visa pour l'image
Photographie
Candidatures : 1^{er} août
Contact : Thierry Boccon-Gibod
Crédit foncier de France
Visa pour l'image
19, rue des Capucines
75001 Paris
Fax : 01 40 26 43 53

Belgique

Internationaal fotofestival
Photographie
Candidatures : décembre
Demande de dossier : juillet
Contact : Eric Parez
Toerisme Knokke-Heist
Zeedijk 660
B-8300 Knokke-Heist
Tél. : 050 60 61 85
Fax : 050 62 08 13

Pays-Bas

La Gulliver Clearing House
Mise en commun de ressources pour les artistes. Réunit les offres et les demandes entre personnes et organismes. « Echanger ce que vous n'avez pas contre ce que vous avez. »
Arts plastiques, théâtre, informations d'entraide, ressources, financements...
Contact : Gulliver Clearing House
Secrétariat
P.O. Box 53066
NL 1007 RB Amsterdam
Fax : 31 20 624 93 68

Annonces

Chaque premier mercredi
du mois, les membres actifs
du Caap organisent des réunions
de travail. Si vous souhaitez y
participer, téléphonez-nous au
01 44 53 01 69 (répondeur).

Afin de se développer et de traiter les
sujets avec plus de facilité, le Caap
recherche des correspondants en
région pouvant faire le relais des
informations.

Enfin, le Caap recherche des locaux
à Paris ou dans la région parisienne à
loyer modéré (contact : 01 44 78 07 21).

Au sommaire des prochains numéros :

Comité des galeries d'art, mode d'emploi

Education et enseignement

1 % ; jurisprudence

Droits d'auteur et copyright, suite

L'Info Noir/blanc - Mensuel

ISSN 1277-166X - Dépôt légal mai 97

Achevé de rédiger le 28 mai 97

Bulletin du Comité des artistes-auteurs
plasticiens - Caap - 21, rue Rodier -
75009 Paris - Tél. / Fax : 01 44 53 01 69

Directeur de publication :

Jacques Farine - Rédactrice en chef :

Chloé Coursaget - Conception

graphique : Bruce Clarke

Comité rédactionnel : Catie

de Balmann, Bruce Clarke,

David Cascaro, Chloé

Coursaget, Jacques Farine,

René Guiffrey, Frédéric

Ollereau, Antoine Perrot,

Kathleen Scarboro et...

l'épingleur.